

Conférence de Presse à Châteauroux le 27 mars devant la Cité administrative.

ACTION SYNDICALE  
**Unis contre la casse  
de la fonction publique**



**Les syndicats dénoncent la disparition des services publics et la précarisation galopante des agents.**

Hier après-midi, les représentants syndicaux\* de la fonction publique avaient convié la presse à la cité administrative pour alerter sur les menaces que fait peser la réforme de la fonction publique, présentée hier en conseil des ministres.

La réforme s'inscrit dans la promesse du chef de l'Etat de supprimer 120 000 postes d'ici 2022 sur les 5,5 millions d'agents des fonctions d'Etat, hospitalière et territoriale. Avec un tel objectif, cette réforme soulève sans surprise l'inquiétude des syndicats.

« La fonction publique a toujours été attaquée de toute part, rappelle Raphaël Tripon (FSU). Depuis les années 80, on observe un glissement sémantique qui insinue que le fonctionnaire représente une charge pour le contribuable pour justifier les suppressions de poste. Outre l'objectif de réduction du nombre de fonctionnaires, le gouvernement veut également s'attaquer au statut, même s'il déclare le contraire. En fait, il va le contourner en réduisant les titulaires au profit de contractuels. On voit également un travail en coupe réglée pour réduire au maximum le pouvoir des représentants du personnel. »

Au final, le syndicats craignent une précarisation des agents et un retour en arrière idéologique, où

les agents seraient corvéables au pouvoir politique. Les syndicats dénoncent également la prime au mérite. « Une infirmière sera-t-elle mieux rémunérée si elle fait plus de pansements et de soins au détriment de celle qui aura passé plus de temps auprès des autres, s'interroge Raphaël Tripon. Effectivement, la mission de service publique a un coût mais en le transférant au privé, ce coût va augmenter. On le voit par exemple avec les PTT devenus La Poste. Avant, les facteurs distribuaient en prenant le temps de discuter avec les gens. Aujourd'hui, on contractualise cette mission. On dit qu'on s'occupera de votre grand-mère, si vous payez. Avec les suppressions de poste ces dernières années, on voit déjà les difficultés. Au niveau de l'enseignement par exemple, 41,98 % des communes du département n'ont plus d'école. Si on continue l'hémorragie, quelle carte on aura dans trois ans ? »

Pour Laurent Boimare (UNSA), « on est à un tournant historique, sur la manière dont on voit la fonction publique et les services publics. Que veut faire la République ? » Prochain rendez-vous des luttes samedi 30 mars à 10 h place Sainte-Hélène.

\* FSU, UNSA, CGT, FO, SNES-FSU, Snuipp-FSU